



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

2 octobre 2013

Prise de position sur la Subvention canadienne pour l'emploi

La Coalition canadienne des organismes communautaires en développement de l'employabilité (CCOCDE) est une organisation nationale, à but non lucratif, dont les membres proviennent d'associations et d'organisations communautaires canadiennes et provinciales. La CCOCDE donne une voix aux organismes non gouvernementaux qui développent et mettent en œuvre des programmes efficaces pour le développement de l'employabilité. Notre préoccupation, à l'heure actuelle : la nouvelle Subvention canadienne pour l'emploi, prévue par le fédéral, qui menace les programmes d'employabilité venant en aide aux Canadiens et Canadiennes sans emploi et vulnérables ainsi que le détournement des fonds des Ententes sur le marché du travail entre les provinces, les territoires et le gouvernement fédéral qu'impliquerait cette subvention.

La CCOCDE reconnaît le besoin d'améliorer de façon continue les programmes relatifs au marché du travail, de répondre aux défis économiques changeants et de gérer de la manière la plus efficace, efficiente et équitable possible les fonds publics. Nous partageons l'objectif du gouvernement cherchant à renforcer l'engagement du secteur privé dans la formation et le développement des travailleurs qualifiés, secteur où l'on soulève des défis ainsi que des lacunes en termes de compétences de la main-d'œuvre. Nous voulons que le gouvernement reconnaisse notre expertise, notre savoir pratique et notre expérience du domaine de l'employabilité et de la formation et qu'il utilise le tout afin de contribuer à l'amélioration des programmes relatifs au marché du travail et à l'implantation de nouvelles approches fonctionnelles.

Les buts de la présente démarche de la CCOCDE :

- Faire reconnaître davantage le succès des présentes Ententes sur le marché du travail et le rôle critique et continu du gouvernement fédéral dans la réduction des barrières à l'employabilité et dans l'ouverture d'opportunités pour la population. Une grande partie de la population que nous desservons est sous-représentée sur le marché du travail. Ce groupe inclut : les autochtones, les travailleurs âgés, les personnes handicapées, les individus ayant un faible niveau d'alphabétisation, les femmes et les jeunes. Ces mêmes groupes ont d'ailleurs été identifiés par le gouvernement comme étant de nouvelles sources essentielles de main-d'œuvre;
- Fournir des options de politiques et de programmes positives et fondées sur l'expérience de nos membres dans le but d'améliorer les programmes relatifs au marché du travail et, plus spécifiquement, d'aider les personnes présentement desservies par les Ententes sur le marché du travail;
- Participer aux présentes discussions et consultations entre le fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux qui portent sur l'avenir des Ententes sur le marché du travail et la possible mise en œuvre de la nouvelle Subvention canadienne pour l'emploi proposée.

Les messages clés de la CCOCDE :

Le message	Exemples de « points de discussion »
<p>Les programmes reliés aux Ententes sur le marché du travail fonctionnent présentement très bien au Canada. Ils sont imputables, flexibles et adaptés aux besoins locaux du marché du travail.</p>	<p><i>Les programmes résultants des présentes Ententes sur le marché du travail aident des dizaines de milliers de Canadiens à intégrer des emplois et à améliorer leurs conditions de vies. Ces programmes peuvent certainement être améliorés, mais les éliminer pour laisser place à un programme complètement inconnu et non testé dans la réalité constituerait un important gaspillage de fonds publics.</i></p>
<p>Les programmes reliés aux Ententes sur le marché du travail, mis en action par des organismes œuvrant dans le domaine de l'employabilité et de la formation, ont permis de bâtir des relations solides et durables avec les employeurs.</p>	<p><i>Très peu d'employeurs au Canada détiennent de l'expérience en prestation de formations. Nous supportons les employeurs dans leur volonté de s'impliquer à ce niveau, mais croyons que de simplement offrir une subvention pour la formation et s'attendre à obtenir des fonds en contrepartie (jusqu'à 5 000 \$) de la part des employeurs n'est pas un bon moyen pour atteindre cet objectif.</i></p>
<p>Nous supportons la position des provinces et territoires; ensemble, ils constituent le palier de gouvernement le mieux outillé pour élaborer et mettre en œuvre des programmes d'employabilité adaptés et intégrés, contrairement au programme uniformisé du gouvernement fédéral.</p>	<p><i>Force est de constater que le marché du travail en milieu rural au Québec n'est pas le même que celui du centre-ville de Vancouver ou de Fort McMurray. Nous avons besoin de programmes adaptés aux réels besoins locaux.</i></p>
<p>Le gouvernement fédéral est le mieux placé dans l'élaboration d'une vision globale, dans la mise en place de larges paramètres opérationnels et de systèmes d'évaluation des mesures et des résultats. Il est aussi efficace dans le développement de l'information sur le marché national du travail pour permettre une plus grande équité à travers le pays.</p>	<p><i>Ottawa doit se concentrer sur ce qu'il fait de mieux, soit d'établir une vision pour le Canada, exiger des évaluations rigoureuses des programmes, fixer des objectifs nationaux et maintenir l'information sur le marché du travail national.</i></p>

Pour plus d'information, prière de communiquer avec :

Chris Atchison, Président
CCOCDE – Coalition canadienne des organismes communautaires en développement de l'employabilité
<http://www.ccocde-cccbet.com/>
250 382 9675 ext. 233
250 818 9671 (cell)
catchison@aspect.bc.ca